

La crise du sens derrière la crise de l'essence : comment une addition de réformes rationnelles produit un résultat politique qui ne l'est plus du tout



La grogne des gilets jaunes dit bien plus sur l'état de notre société et son rapport à l'action politique que sur la simple réforme sur le prix de l'essence.

Avec Éric Verhaeghe

Atlantico : Le symbole même du gilet jaune en est un exemple frappant, il s'agit de ce qu'on nous force à mettre dans nos voitures pour éviter les accidents. Pris séparément, plusieurs réformes gouvernementales peuvent être vues comme rationnelles et relèvent du bon sens. Mais misent bout à bout, quelle peut-être la perception de cette "rationalité" pour la population ? Ne peut-elle pas être vécue comme du rationnement ou du harcèlement et donnant lieu à une mobilisation de grande envergure comme celle prévue le 17 novembre prochain ?

Eric Verhaeghe : Il me semble surtout que beaucoup de citoyens ont le sentiment d'une frénésie réglementaire qui se serait emparée des pouvoirs publics, et qui est de plus en plus intrusive dans leur vie quotidienne. L'être humain a besoin d'espaces de liberté et d'horizontalité: il lui faut des moments, des lieux, des séquences dans la journée et des segments de vie où il choisit librement, sans une multitude de règles collectives qui posent des interdits ou des obligations. Or, durant les dix dernières années, ces espaces de liberté se sont considérablement réduits, du lever au coucher, et la logique macronienne a accéléré ce phénomène de réduction de la vie privée. Ecoutez Marlène Schiappa et ses ambitions d'intervention publique sur un domaine éminemment privé, individuel et même intime: la connaissance de son propre corps. A l'entendre, il serait de la responsabilité de l'Etat d'éduquer les femmes à la connaissance de leur corps. C'est une sorte d'acmé de la frénésie réglementaire, qui transforme la société française, d'ordinaire si libertaire, en une démocratie de la bienpensance. Je prends cet exemple, comme je pourrais prendre l'exemple de la route et du transport automobile, qui est devenu un univers hypernormalisé et hyperréglémenté. Là où devrait commencer le voyage ou l'aventure, commence en réalité l'empire de l'interdit et de la surveillance, et de plus en plus l'empire de la sanction. Au-delà des aspects circonstanciels du mouvement des gilets jaunes, la société française est en train de se réveiller, d'utiliser les médias sociaux pour résister de façon virale, horizontale, à l'excès de normes verticales imposées par l'Etat.

Selon vous, nos élites ont-elles conscience de cette crise du sens cachée derrière la "crise" de l'essence ?

Eric Verhaeghe : Les élites françaises sont aujourd'hui totalement crispées et recroquevillées sur le besoin de tout réglementer. Cette

crispation est profonde, et exprime d'abord l'angoisse d'une caste qui est remise en cause par des phénomènes systémiques bien plus profonds que le pouvoir d'achat. L'élite française, largement héritière de l'aristocratie d'Ancien Régime et de ses réflexes, est la caste de l'autorité verticale. Elle aime décider dans le secret d'un entre-soi trié sur le volet, et imposer ses décisions de façon unilatérale. Sa conception de la bonne gouvernance repose sur cette verticalité. Il suffit d'entendre les discours sur les dangers du populisme qui seraient inhérents à ce mouvement de protestation pour comprendre que ce qui est en cause, c'est le droit du peuple à s'exprimer qui est contesté par l'élite parisienne. A écouter celle-ci, une protestation ne serait audible que si elle était adressée en dentelle et dans les beaux quartiers, c'est-à-dire dans le huis clos des beaux quartiers. A ce compte-là, on peut aussi dire que le 14 juillet est une fête populiste. Or, le principe de la démocratie, c'est la liberté d'expression du peuple lui-même. Il est amusant de voir que ce principe-là est devenu, dans l'esprit de nos élites, un moment populiste. Bien entendu, la qualification de populisme n'est rien d'autre que l'expression d'un élitisme aristocratique, qui montre bien que nos élites, de façon incorrigibles, sont incapables d'écouter et de s'amender.

Derrière l'image de donneur de leçon qui pourrait être rattachée à nos élites, n'y-a-t-il pas au final une forme de violence symbolique qui s'exerce auprès de la population ? Comment en est-on arrivé là ?

Eric Verhaeghe : Il y a plein de bonnes raisons d'en être arrivé là. L'aristocratisation est un mouvement naturel à toute élite qui n'est pas mise en concurrence, qui n'est pas questionnée par le peuple. Les élites parisiennes ont, à l'esprit, l'image constante de la noblesse d'Ancien Régime comme modèle, comme guide, pour l'exercice de leur prédominance sur la société. On a tort de croire que ce modèle est disqualifié. Par exemple, le Conseil d'Etat, institution bonapartiste colonisée par la botte de l'ENA, c'est-à-dire par des conservateurs triés socialement sur le volet, revendique ouvertement des origines d'Ancien Régime, remontant pratiquement à la Renaissance. A ma connaissance, personne ne s'offusque de voir cette élite républicaine dont Edouard Philippe est issu manifester son attachement à un système politique que la République est supposée avoir balayé. La question n'est donc pas de savoir comment nous en sommes arrivés là. La question est de savoir pourquoi les élites parisiennes n'ont pas compris qu'elles devaient changer de paradigme, changer de modèle et de slogans réducteurs sur le prétendu populisme du peuple français. Sur ce point, il faudra un jour analyser à froid les raisons pour lesquelles une élite dans un pays avancé peut s'accrocher avec autant de hargne à des recettes qui ne marchent pas et qui petit à petit appauvrissent leur pays. Il y a, dans nos élites, de tous temps, une constante de la cécité, qui a conduit en son temps à 1789, et qui conduit aujourd'hui la France à se déclasser dans le concert des nations les plus riches.

Peut-on parler ici d'une faillite des élites ? Et comment en sortir ?

Eric Verhaeghe : C'est un joli débat. Je crains que le sujet ne soit pas la faillite des élites, mais la trahison des élites pour paraphraser Julien Benda. Nos élites sont toutes des produits du système républicain. Elles devraient toutes chérir la démocratie, le peuple comme corps social maître de son destin, et le rayonnement universel de la France comme objectif. Au lieu de cela, nos élites n'ont jamais de mots assez durs pour stigmatiser le populisme du peuple français, pour le rabaisser. Ecoutez Macron parler des Gaulois réfractaires. On croirait entendre le grand bourgeois parisien qui a honte de ses cousins de province. Macron a profité du système public pour s'élever dans la hiérarchie sociale. Il a fait l'ENA, école payée par les contribuables français. De quel droit méprise-t-il aujourd'hui ceux qui lui ont permis d'être là. Nos élites n'ont jamais de mots assez durs pour la France elle-même. Leur leit-motiv est de répéter en boucle que la France est une puissance moyenne, que son destin solitaire est fini, qu'elle doit désormais se fondre dans une entité supra-nationale pour exister. Je ne pense que ce défaitisme corresponde à un mandat donné par le peuple français. Je ne pense pas non plus qu'il contribue à relever le pays de ses ruines industrielles. Ce discours-là est, de mon point de vue, un discours de trahison dans la mesure où il valide, il assume, la désindustrialisation du pays.